

ANNEXE 1 : PORTRAIT LOCAL

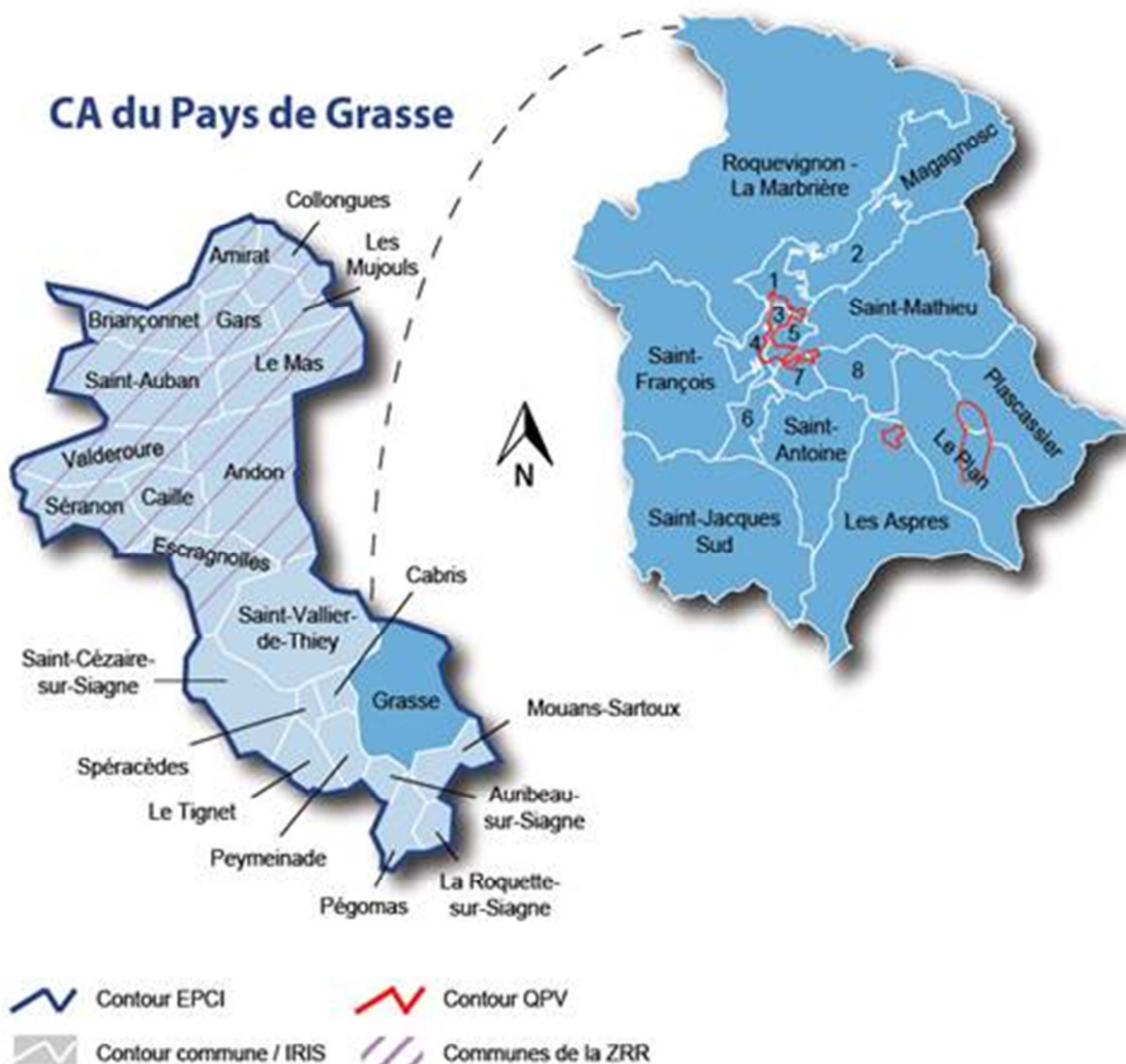
I – Caractéristiques territoriales

La ville de Grasse sous préfecture des Alpes Maritimes

C'est la quatrième commune du département en nombre d'habitants et classée ville la plus jeune. C'est un pôle judiciaire de premier ordre.

Au dernier recensement INSEE de 2013, la commune comptabilisait 50 916 habitants répartis sur le centre et les hameaux, soit une baisse de 0,3 % par an depuis 2008, principalement liée à la courbe des naissances (721 naissances en 2008 contre 656 en 2014).

Grasse, qui affiche une topographie particulière (une très forte déclivité de -100m à + 1000 m), compte 10 quartiers et hameaux distincts dont le plus éloigné se situe à 7 kms du centre-ville. Tous sont dotés d'une mairie annexe, d'une école et d'installations propres à accompagner la vie locale des habitants. Chaque hameau a son caractère, son élu de quartier, son comité des fêtes, ses traditions, son paysage et son patrimoine. Ils sont rattachés au centre administratif et historique.



Une commune de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Grasse est la plus importante ville de la CAPG, elle s'étend sur un bassin d'emploi et d'influence de 101101 habitants (INSEE 2014) représentant ainsi la moitié de la population de la communauté d'agglomération.

La CAPG a été créée le 1er janvier 2014, elle est issue de la fusion entre le Pôle Azur Provence, la communauté de communes des terres de Siagne et la communauté de communes des monts d'Azur (sans les communes d'Aiglun et de Sallagriffon qui ont rejoint la communauté de communes des Alpes d'Azur). Elle est composée de vingt-trois communes : Grasse, Amirat, Andon, Auribeau-sur-Siagne, Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Gars, Le Mas, Mouans-Sartoux, Les Muijous, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiery, Séranon, Spéracèdes, Le Tignet, Valderoure.

Les compétences obligatoires de la CAPG concernent le développement économique, l'aménagement de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville. **Les compétences optionnelles** touchent la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, la politique culturelle et sportive des équipements d'intérêt communautaire, la voirie et le stationnement, l'action sociale d'intérêt communautaire entre autre l'enfance et la jeunesse.

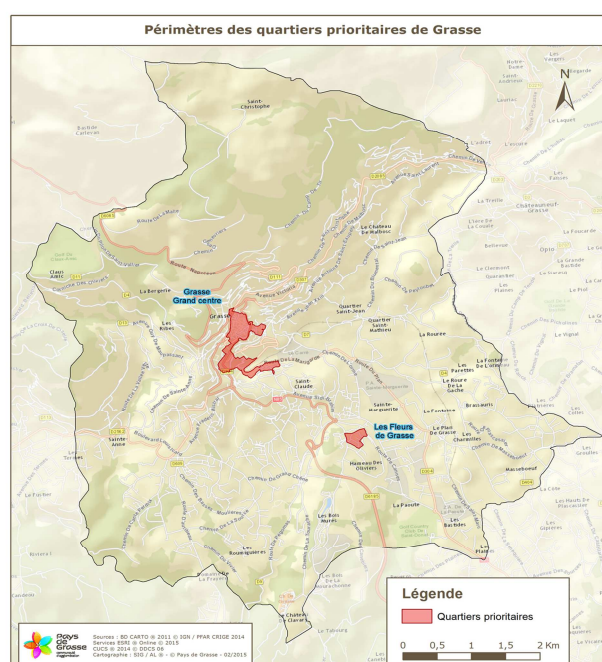
Une nouvelle intercommunalité avec un paysage particulièrement contrasté

Les migrations résidentielles mettent en évidence les flux des déplacements du bassin Cannois vers le territoire de la CAPG et donc sa forte attractivité. En se fixant sur ce territoire, cette population contribue au développement de l'économie résidentielle locale. On note une paupérisation croissante du centre historique dont plus de la moitié des ménages vit sous le seuil de pauvreté, soit 1043€ par mois et par unité de consommation.

Grasse présente un taux de chômage important (notamment celui des jeunes de moins de 25 ans : 30 % selon l'INSEE en 2013) qui se traduit par l'inscription de la ville dans les dispositifs nationaux visant à enrayer les processus d'exclusion comme à engager la réinsertion urbaine des quartiers et des habitants les plus marginalisés (CDV, ANRU, PRE, ASV, GUP)¹.

Lors du diagnostic du contrat de ville 2015 /2020 et dans le but de permettre un développement territorial équilibré et harmonieux, des territoires à forte concentration de population ont été identifiés et font l'objet d'interventions spécifiques :

Deux Quartiers Prioritaires Cœur de Cible : Le grand Centre et Les fleurs de Grasse,
Et un Quartier en Veille active : Le Plan de Grasse



¹

CDV : Contrat De Ville

ANRU : Agence nationale de Rénovation Urbaine

PRE : Programme de Réussite Educative ;

ASV : Atelier Santé Ville ; GUP : Gestion Urbaine de Proximité,

CLAS : contrat local d'accompagnement à la scolarité

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

Le Contrat de Ville est le cadre de mise en œuvre du projet de développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires.

Ce contrat s'appuie sur certains principes fondateurs de la politique de la ville ainsi réaffirmés: identification des territoires prioritaires, élaboration du projet à l'échelle pertinente, mobilisation des politiques de droit commun, ingénierie dédiée.

le contrat est le document stratégique, élaboré par les partenaires signataires, définissant le projet urbain et social qu'ils s'engagent à mettre en œuvre pour réduire les écarts de développement entre les territoires prioritaires et leur environnement.

Dans le même cadre du contrat de ville, le Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) (dont la création a été approuvée par le conseil municipal en 2002 et dont la coordination pour la mise en œuvre opérationnelle a été réalisée en Septembre 2016) réunit l'ensemble des partenaires institutionnels et organismes publics et privés concernés par les questions de sécurité et de prévention de la délinquance. Il est présidé par le Maire, et définit une Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance qui s'appuie sur divers champs d'intervention : Prévention, Éducation, Citoyenneté et Aide à la Parentalité.

La politique de prévention sur Grasse se veut à la fois éducative par des actions de sensibilisation et de prévention menées tout au long de l'année, mais également sécuritaire de par le « rappel à l'ordre » instauré par le Maire dans l'objectif de signifier aux parents leur rôle et apprendre aux enfants les bases du civisme ainsi que leurs droits et devoirs de citoyen.

Dans le même but, la coordinatrice CLSPD a mis en place des groupes de travail autour de l'adhésion des parents aux loisirs et à l'éducation culturelle et sportive des enfants, également groupe de réflexions à propos des mineurs livrés à eux-mêmes dans les quartiers prioritaires. Elle a déployé dans le même temps des ateliers de sensibilisation aux dangers du net, aux dangers des addictions, aux problèmes liés à la sexualité, au harcèlement, et aux violences.

Une volonté de préserver et de requalifier le centre de Grasse

Depuis plusieurs années, la ville de Grasse a engagé une démarche visant à la préservation, la restructuration et la requalification de son centre urbain. Une convention de rénovation urbaine sur le Grand Centre (centre historique et quartier de la Gare) a été signée en avril 2008 avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). La CAF en est l'un des partenaires signataires.

Les grands axes du Plan de Rénovation Urbaine s'appuient sur une stratégie globale d'intervention sur l'habitat, l'économie, le culturel et social et l'animation urbaine de proximité (GUP).

Sur le quartier du Centre-ville et de la Gare où intervient l'ANRU, sera favorisée une cohérence avec le projet de rénovation urbaine ainsi que la définition d'une stratégie en matière d'habitat et de peuplement à l'échelle de l'agglomération.

La ville de Grasse a connu un développement urbain en périphérie au détriment des quartiers centraux. Les quartiers périphériques où se sont implantées les activités attirent les populations les plus favorisées tandis que le centre ancien dégradé et délaissé joue le rôle de parc social de fait. L'augmentation du prix immobilier empêche l'accession à la propriété et la mobilité locative.

Le programme de l'ANRU est de reconstruire le grand centre de Grasse pour y restaurer une mixité urbaine et sociale, améliorer les conditions de vie de ses habitants. En parallèle, il prévoit de développer le nouveau quartier de la gare par des nouveaux bâtis et une voie de désenclavement.

En complément, l'aménagement du secteur Martelly permettra une redynamisation économique avec l'organisation de dessertes et le développement de commerces en pied d'immeuble.

Des équipements et locaux associatifs sont également prévus: création d'une médiathèque « 3^{ème} lieu » (en cours de réalisation) et la création du centre social HARJES (réalisé).

➤ La médiathèque

Suite à des défaillances dans le suivi du chantier, la Médiathèque a subi des effondrements d'îlots, retardant son ouverture. Le projet devrait aboutir en septembre 2019.

➤ Quartier gare

L'objectif du projet de renouvellement urbain est de relier le quartier de la gare au centre-ville et de lui faire profiter de la dynamique liée à la remise en fonctionnement de la gare TER. Le programme prévoit la création d'un pôle intermodal, l'amélioration de l'habitat, le désenclavement des ensembles HLM et la création d'équipements avec un espace activité emploi.

Une Gestion Urbaine de Proximité (GUP) a été créée sur ce quartier autour de 8 résidences rassemblant 3 bailleurs sociaux et un syndicat de copropriété. Des réunions sont organisées régulièrement avec des représentants des différents services de la ville, de la CAPG, des partenaires institutionnels, tous les bailleurs et des représentants des locataires.

➤ Le projet Martelly

La ZAC Martelly est une opération de restructuration urbaine et commerciale, sur 2 ha en porte d'entrée de l'hyper centre.

Cette opération d'aménagement répond à trois objectifs pour la ville de Grasse : redonner une identité à ce quartier d'entrée de ville enclavé ; impulser une nouvelle dynamique au centre historique et le rendre attractif en créant de nouveaux flux piétons vers ce qui doit être le « pendant du Cours Cresp », inscrire l'aménagement du quartier dans le respect de son environnement (Vallon du Rossignol, Belvédères paysagers).

Le dossier de réalisation a été approuvé par le conseil municipal du 04 juillet 2013 sur la base du programme suivant : 8.000 m² de commerces ; 2.000 m² pour un cinéma 5 salles 800 places ; 7.200 m² pour 80-100 logements ; 2.000 m² pour un hôtel 3-4* de 70-90 chambres ; 17.000 m² de parkings totalisant 650 places minimum; 3.700 m² de jardins et 9.000 m² d'espaces publics.

II- Profil des allocataires

Un allocataire est un responsable de dossier qui a perçu au moins une prestation légale, au titre du mois de décembre 2014.

Les personnes couvertes par les prestations sont les allocataires, leurs conjoints ou concubins, enfants et autres personnes qu'elles peuvent avoir à charge.

Le taux de couverture CAF est la part de la population totale qui est couverte par au moins une prestation légale.

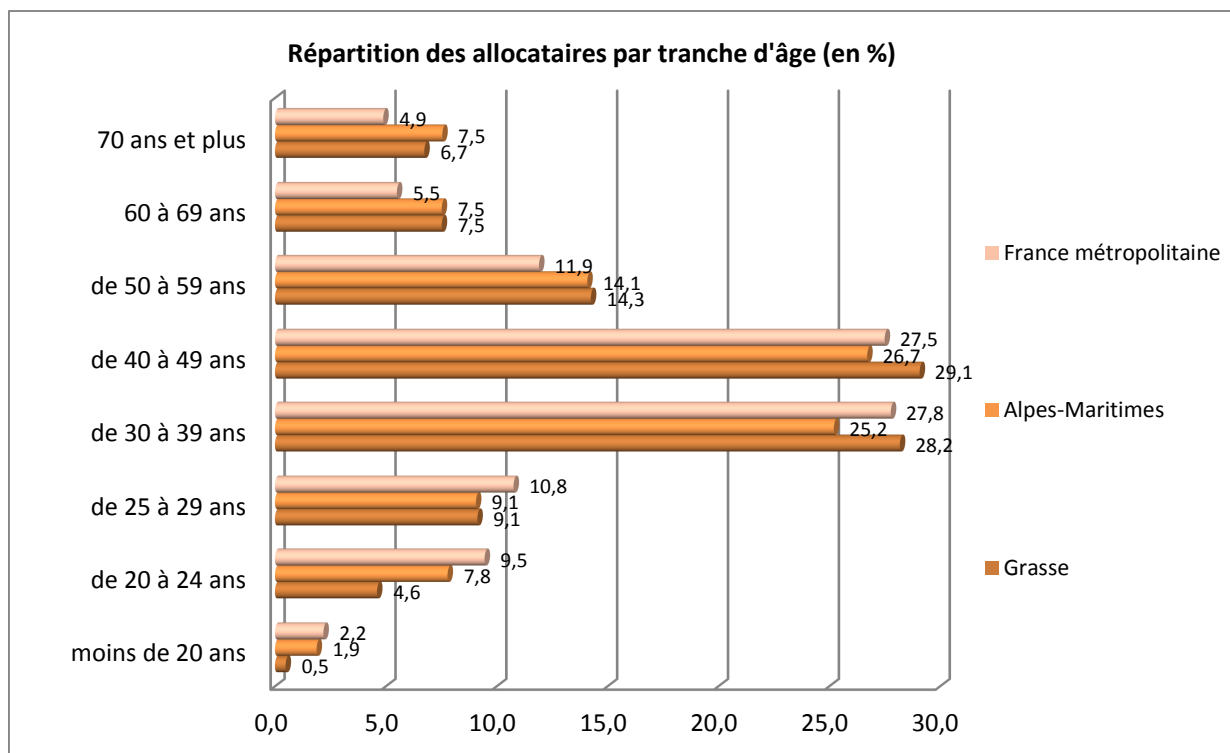
Nombre d'allocataires et taux de couverture

	Grasse	Alpes-Maritimes	France métropolitaine
Nombre d'allocataires	8947	189 751	11 288 860
Nombre de personnes couvertes	24 296	461 386	29 761 035
Population totale	50 916	1 082 014	63 375 971
Taux de couverture Caf	47,7	42,6	47

(Caf 2015)

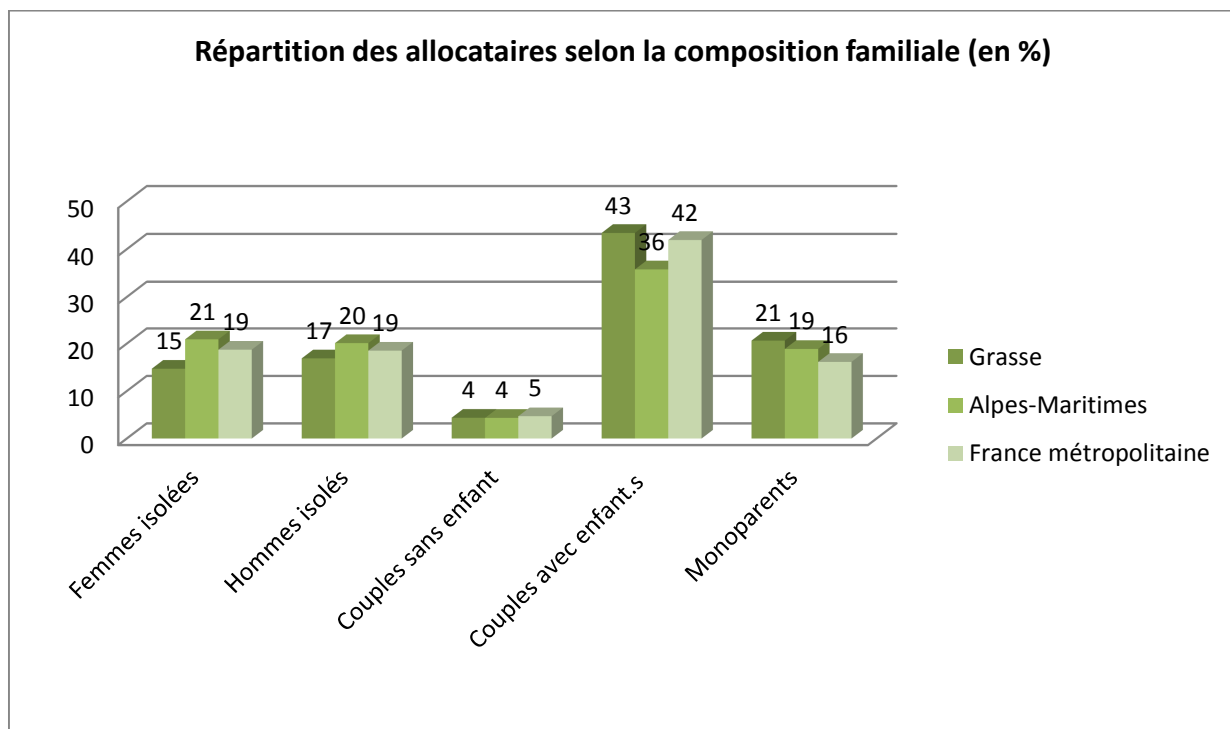
En fin 2015, on compte 8947 allocataires vivant à Grasse, ce qui représente 24 296 personnes couvertes (10 230 enfants mineurs), soit 47,7 % de la population com

Âge des allocataires : Une sur-représentation des 30-49 ans par rapport au département



(Caf 2015)

Composition familiale des foyers allocataires : Une proportion de familles avec enfants plus importante à Grasse qu'au niveau départemental (43% contre 36%). Un taux de familles monoparentales de 21%, supérieur au taux départemental 19%.



(Caf 2015)

III- Un partenariat ancré sur le territoire depuis de nombreuses années

Depuis 1992, la CAF soutient l'offre de service aux familles de la commune dans le domaine de l'enfance, et accompagne le développement de ses structures de loisirs pour la jeunesse depuis 1999.

Ce partenariat de qualité s'est traduit par la signature en 2009 de la 1ère convention territoriale globale du département, renouvelée en 2011,

Dans le cadre de cette CTG élus et institutionnels ont œuvré dans le même sens, en concertation étroite (participation active aux COTECH et COPIL) et plusieurs projets ont pu être accompagnés et soutenus, en lien avec l'identification des problématiques lors du diagnostic partagé, dont notamment le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants (ex, création de 35 places en multi accueil), le renforcement du recours des familles à la médiation (REAAP), l'accompagnement des familles sur la thématique logement et l'encrage du Centre Social Harjès.

Un réseau associatif dynamique complète et enrichit l'offre communale dans le cadre du contrat enfance jeunesse (2015-2018) et du contrat de ville (2015-2020).

Une offre de service institutionnelle CAF globale aux allocataires

En 2015 le centre d'accueil Caf situé dans le centre historique n'a plus accueilli d'allocataires, et de nouveaux dispositifs ont été mis en place grâce aux partenariats locaux :

À ce jour,

- Une convention avec l'association Harjes permet à la CAF de déployer son offre de service tant sur le volet des prestations légales que sur celui de l'action sociale au sein du Centre Social HARJES :
 - rendez-vous en direction des allocataires par le service de prestations familiales
 - offre de service aux allocataires avec intervention de travailleurs sociaux (rendez-vous des droits et accompagnements individuels ou collectifs)
- Des conventions proposées par l'Unité Partenaires Relais ont pour objectifs de faciliter l'accès au caf.fr au sein du centre Social HARJES, de la mission locale et de l'association LEA (Loisirs Éducation Art).
- Une offre de service aux partenaires proposée par les travailleurs sociaux pour déployer la politique d'action sociale sur le territoire (expertise et financements) sur les champs d'intervention institutionnels CAF:
 - Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale
 - Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents- enfants
 - Accompagner les familles dans leur relation avec l'environnement et le cadre de vie
 - Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles.

Une offre communale complémentaire et diversifiée

La Ville de Grasse souhaite être particulièrement présente sur son territoire pour aider les familles dans le domaine de l'enfance, de la jeunesse et des adolescents. Elle soutient par un subventionnement actif les associations de centres de loisirs sur sa commune. Elle accompagne les projets éducatifs globaux dans les écoles. Un financement spécifique est engagé pour l'accompagnement à l'Éducation Artistique et Culturel des élèves grassois. Des éducateurs sportifs sont aussi au service des enseignants pour apprendre les sports collectifs et lutter ainsi contre l'obésité par une pratique régulière d'activité physique. La Ville essaye d'apporter chaque année budgétaire, sous différents angles d'intérêt, son soutien au développement harmonieux des familles.

IV- Diagnostic partagé au regard de l'offre existante

L'analyse de l'offre globale de service aux familles portera sur les champs d'intervention croisés entre la CAF et la Ville, définis dans la précédente convention.

1- Données enfance

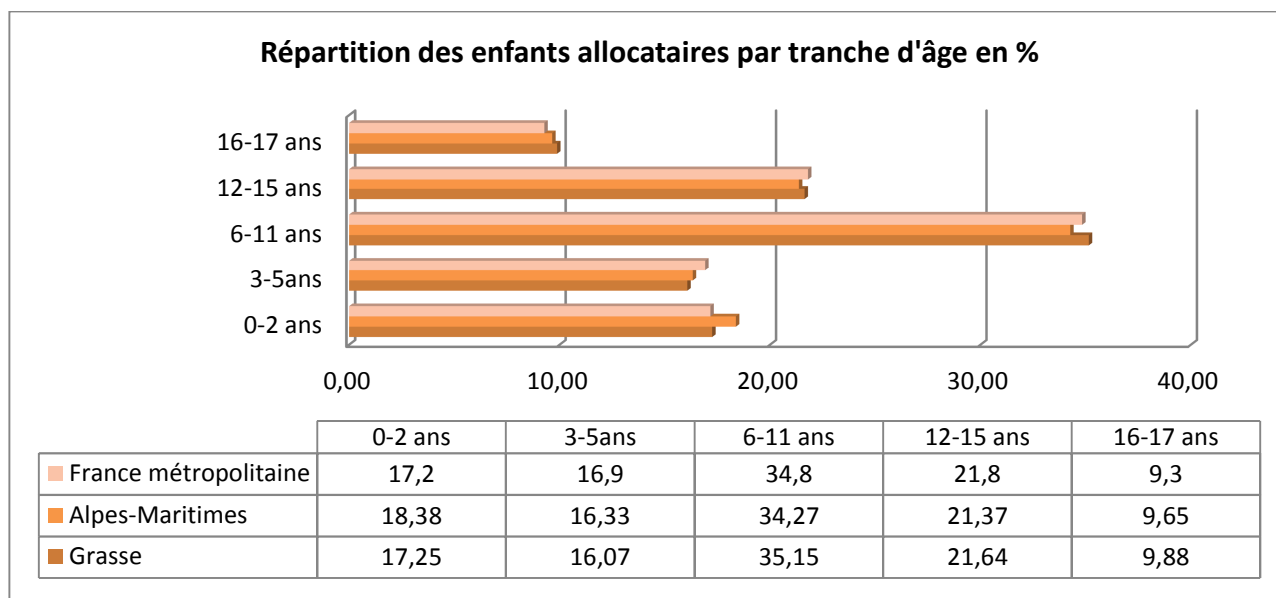
Nombre des enfants âgés de 0 à 17 ans révolus par tranche d'âge

	Grasse	AM	National
0-2 ans	1765	32801	2086619
3-5ans	1644	29145	2056574
6-11 ans	3596	61156	4234153
12-15 ans	2214	38147	2650592
16-17 ans	1011	17220	1127589
	10230	178469	12155527

(Caf 2015)

Répartition des enfants des familles allocataires par tranche d'âge :

Une légère sur-représentation des 6-11 ans et des 16-17 ans par rapport aux proportions observables en France, des chiffres globalement proches du niveau national et départemental.



(Caf 2015)

Nombre et proportion d'enfants dont les parents sont bi-actifs ou dont l'unique parent est actif :

Plus de la moitié des enfants vit dans des familles allocataires dont les parents sont actifs.

Nombre et proportion d'enfants dont les parents sont biactifs ou dont l'unique parent est actif	Grasse		Alpes-Maritimes	
	Nombre	Proportion	Nombre	Proportion
Enfants de 0-5 ans	1 730	50,75%	30 775	49,68%
Enfants de 6 à 17 ans	4 135	60,62%	69 961	60,04%

(Caf 2015)

L'accueil du jeune enfant

Nombre de foyers bénéficiaires des prestations PAJE en 2015 à Grasse

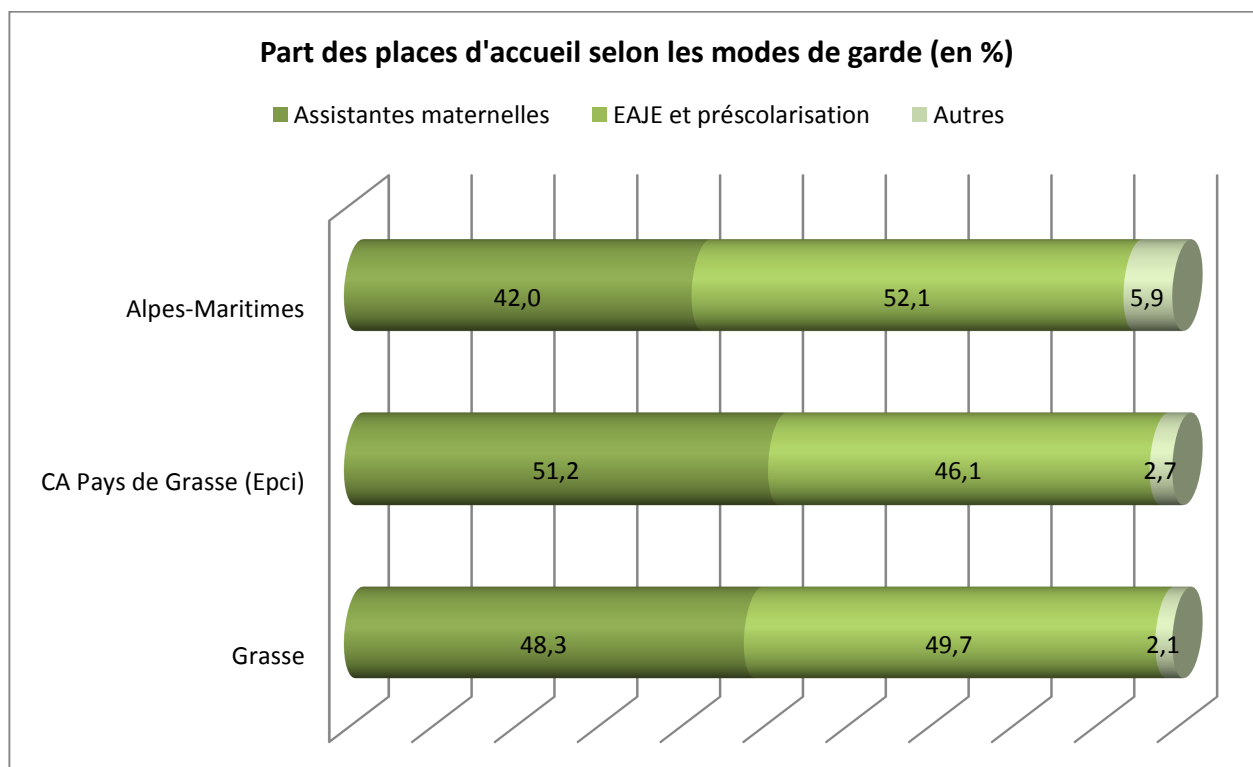
La PAJE (toutes prestations enfance)	1 636
La prime de naissance ou d'adoption	37
L'allocation de base PAJE	1 451
Le complément libre choix d'activité (CLCA ou PREPARE)	234
Le complément libre choix de mode de garde (CMG)	480

(Caf 2014)

Taux de couverture d'accueil du jeune enfant à Grasse

Avec un total estimé de 926 places d'accueil en mode de garde en 2014 (447 chez les assistants maternels agréés, 460 en EAJE et pré scolarisation, 19 autres mode de garde), la capacité théorique d'accueil à Grasse s'élevait à 41,8 places pour 100 enfants de moins de 3 ans en 2013 et à 46,3 places en 2014. Malgré une tendance à la hausse, le taux de couverture global en mode d'accueil de Grasse reste donc inférieur à celui de la CAPG (49,7), du département (47) et très largement en dessous du taux de couverture observable en France (56,1).

Modalités de calcul de la capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans : l'offre correspond au nombre de places disponibles pour les enfants de moins de 3 ans en établissements d'accueil du jeune enfant, en classes pré élémentaires, auprès d'assistants maternels et par la garde des enfants par des salariés employés au domicile des parents. Cette offre est divisée par le nombre d'enfants de moins de 3 ans estimé dans la zone géographique considérée données 2014



(Caf 2014)

On observe à Grasse une représentation presque équivalente des modes de garde en accueil individuel et collectif.

L'offre d'accueil sur la commune est de 302 places en collectif et familial dans les structures municipales et 130 places en structures associatives (jardins d'enfants et Mont Ventoux).

Le remplissage important des structures existantes, dès septembre, entraîne encore des difficultés à répondre aux demandes des familles en cours d'année. (On note 216 demandes en attente dont 105 pour des enfants de moins d'un an).

La majorité des structures collectives accueille des enfants à partir de 1 an, seul l'EAJE- La Blaquière est ouvert aux enfants à partir de 2mois ½.

Une structure du centre -ville qui ne proposait pas de repas sera transplantée au Plan de Grasse à compter de 2018 avec fourniture de repas et augmentation de 3 places.

En 2015, 204 Assistants Maternels sont implantés sur la commune, soit une sensible baisse. Néanmoins, les animations du Relais d'Assistants Maternels (RAM) se développent, c'est ainsi que le temps d'animation a augmenté de 1 ETP à 1,5 ETP en 2015.

193 assistantes maternelles sur 204 utilisent ce service soit 95 %.

En complément de cette offre d'accueil, sont implantées 3 Maisons d 'Assistants Maternelles de 29 places ainsi qu'une micro-crèche de 10 places.

Il existe également sur Grasse 2 LAEP- O Bastidou (CCAS) et Lou Pitchounet (Associatif) qui connaissent un taux de fréquentation important et une nette progression pour le LAEP O Bastidou. Ce service de soutien à la parentalité nécessiterait une amplitude d'ouverture plus importante pour répondre à la demande des familles.

Une maison de la Petite Enfance existe depuis 2007 et regroupe plusieurs services municipaux tels que :

- un point enfance,
- 2 établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE),
- une ludothèque (1200 jeux),
- un Lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP O Bastidou),
- un Relais d'Assistants Maternels (RAM).

Cette réalisation, située dans un parc et d'accès facile, donne entière satisfaction aux familles grassoises.

La volonté politique de la commune pour apporter une réponse adaptée aux besoins des familles s'est traduite par la création de services et d'équipements de qualité. L'offre reste à améliorer face à une forte demande d'accueil du jeune enfant. On note un besoin non satisfait sur l'accueil des bébés, malgré la diversité de l'offre de la commune.

2 - La jeunesse

L'offre de loisirs pour les 8 465 enfants âgés de 3 à 17 ans est variée par la diversité des opérateurs (un service municipal et 6 opérateurs associatifs). L'accessibilité est facilitée du fait des tarifs dégressifs. La coordination CEJ impulse un partenariat étroit entre les opérateurs et veille à la complémentarité des actions.

La commune est dépourvue de structures de loisirs pour les adolescents à l'ouest et au nord de la ville, il en est de même pour les maternels en centre-ville. Pour les pré-ados, il manque un lieu d'accueil identifié et mutualisé. L'image dégradée du centre-ville ne favorise, ni son appropriation par les jeunes habitants, ni sa fréquentation par les jeunes des quartiers périphériques. De plus, la configuration géographique des différents quartiers induit une identité propre à chaque territoire qui nécessite une réflexion commune afin de répondre à l'offre de loisirs des adolescents.

Des besoins spécifiques de loisirs pour enfants porteurs de handicap ainsi que de lieux ressources pour leurs familles apparaissent.

La coordination fait le constat récent, d'une baisse des effectifs en Accueil de loisirs le mercredi et pendant les vacances scolaires. Une nette baisse également dans la fréquentation des Temps d'Accueil Périscolaire (TAP). Différentes raisons peuvent être avancées :

- l'abandon de la gratuité des TAP depuis la rentrée 2015,
- le temps d'école du mercredi matin qui a induit une réorganisation des parents pour assurer la garde des enfants,
- les stages organisés par les associations sportives qui ont été privilégiés.

Bien que l'offre de loisirs soit importante sur la commune, il manque des actions de mobilisation et d'accompagnement des familles vers l'accès aux structures de droit commun ainsi que des espaces de loisirs spécifiques aux jeunes de 11 à 17 ans. Un renforcement de l'accueil des enfants porteurs de handicap est envisagé.

3 - Le soutien à la parentalité

La Caf contribue à la prise en charge de la famille en versant différentes prestations destinées à l'entretien des enfants.

Nombre de bénéficiaires de prestations liées à l'entretien des enfants	Grasse		Alpes-Maritimes	France métropolitaine
	Nombre d'allocataires	Part des foyers allocataires		
Allocation familiale (AF)	3875	43,3 %	34,8%	40,6%
Complément familial (CF)	590	6,6 %	5,2%	7,3%
Allocation de soutien familial (ASF)	527	5,9 %	5,6%	5,8%
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2515	28,1 %	23,8%	24,9%
Allocation d'éducation de l'enfant porteur de handicap (AEEH)	215	2,4%	2,1%	2,0%

(Caf 2014)

Plus de 43 % des allocataires de Grasse sont des familles avec au moins 2 enfants à charge. Ce chiffre est plus important à Grasse que dans le reste du département.

La part des bénéficiaires de l'ARS (Allocation de Rentrée Scolaire) est plus forte à Grasse que dans le reste du département, ce qui signifie que les familles grassoises avec enfants à charge ont moins de ressources en moyenne.

La commune s'implique dans ce domaine en proposant aux familles une offre de service large et variée par des équipements de soutien à la parentalité tels que les LAEP, la Maison de la petite enfance, la Ludothèque, le RAM.

La CAF intervient pour soutenir des parents en situation de vulnérabilité dans leurs rôles et leurs tâches quotidiennes par le biais d'un diagnostic social réalisé au domicile de la famille avec prescription d'interventions d'une aide à domicile et financement du service.

Elle accompagne également les parents en cas d'événements familiaux, accueil individuel ou collectif pour l'accès aux droits, l'information, l'orientation, l'aide à la réalisation de projets familiaux (insertion sociale et professionnelle, logement, vacances).

Un soutien financier est apporté aux services municipaux et associations locales dans le cadre du REAAP et de la Politique de la ville pour permettre un renforcement des actions d'accompagnement des parents dans leur rôle. De plus, la ville a mis en place depuis quelques années le Programme de Réussite Éducative pour les accompagner à lever les freins à l'insertion scolaire et au développement de leur enfant. En outre, l'association de médiation familiale Mosaïque soutenue par la commune et la CAF reçoit de plus en plus de couples en conflit familial avec un besoin de médiation. Le référent famille du Centre social Harjès développe des actions parentalité destinées aux parents de son territoire d'intervention.

Toutefois, la coordinatrice Enfance constate un réel besoin de soutien aux parents du centre ancien, notamment suite à la délocalisation de la structure La Roque qui remplissait ce rôle, d'autant plus que le LAEP situé à la Maison de la Petite Enfance est très fréquenté et ne peut plus satisfaire toutes les demandes.

L'opérateur CLAS qui intervient dans les écoles du quartier prioritaire centre-ville relève le besoin de soutien des parents dans leur fonction parentale. Ce même constat a été relevé sur le deuxième quartier prioritaire (Les Fleurs de Grasse) par la chef de projet politique de la ville. La mise en place d'un CLAS est à envisager sur ce quartier.

D'une manière générale, on note de la part de tous les partenaires un besoin important de soutenir les familles dans leur rôle parental. Il est important de développer des actions à travers lesquelles les familles réinvestissent pleinement leur mission et rôle éducatif.

4 - L'environnement et le cadre de vie

Le logement social de la commune est géré par le service logement de la CAPG, complété par l'accompagnement social des MSD et du CCAS.

D'après le contrat de mixité sociale de 2015, Grasse comptabilisait en 2013, 27 243 logements :

- 83% de résidences principales, soit 22 675 logements qui se répartissent comme suit :

 - 53 % propriétaires occupants,

 - 32 % locataires du privé

 - 11 % locataires du parc social

 - 4 % autres

- 7 % de résidences secondaires, soit 1778 logements,

- 10 % de logements vacants, soit 2790 logements.

Sur la totalité des logements de Grasse, 70 % sont en collectif.

En 2015, 13,9% des résidences principales de Grasse sont des logements sociaux, gérés majoritairement par 5 bailleurs. La ville de Grasse concentre 74 % de l'offre locative sociale de la CAPG.

Aujourd'hui, la commune présente un développement urbanistique important : 646 logements, dont 310 sociaux, sont envisagés aux 4-Chemins, à Porte-Neuve, Saint-Jacques et Clavary. Autant de secteurs dont l'urbanisme devra être adapté dans le prochain Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Grasse.

Le centre ancien est constitué de logements locatifs vieillissants et dégradés. Il est nécessaire d'accompagner la dynamique de rénovation des logements de ce secteur et de poursuivre les opérations engagées auprès des bailleurs sociaux, en lien avec les opérateurs logements de la commune. Il en est de même pour le deuxième quartier prioritaire de la ville (les Fleurs de Grasse), constitué à 100 % de logements sociaux (550) datant des années 1970.

Dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et du Projet de Rénovation Urbaine de 2013, une 1ère Convention de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) a été signée avec l'objectif principal d'améliorer le cadre de vie des habitants en favorisant leur participation.

Dans son axe 2 : animation et vie sociale, la GUP fait de l'animation du centre-ville un enjeu majeur en s'appuyant sur le centre social HARJES qui intervient depuis 2011 sur le territoire du Grand Centre. Par son action, le centre social permet aux plus fragiles d'être soutenus et à chaque habitant de trouver sa place. La participation des habitants est une condition de réussite de la démarche. Celle-ci est confortée par la loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014 qui impose la mise en place de Conseils Citoyens sur l'ensemble des quartiers prioritaires. Ces conseils sont des lieux d'expression qui favorisent l'initiative citoyenne et ont vocation à devenir des espaces de propositions à partir des besoins des habitants.

Le Conseil Citoyen du grand centre est porté par le Centre Social Harjès, celui des Fleurs de Grasse par l'association Soli-cités.

Outre les actions du centre social, de nombreuses associations participent à la dynamique et à la cohésion sociale du territoire.

Globalement, on observe une forte implication des acteurs du territoire grassois (communaux, institutionnels et associatifs). Des actions d'amélioration du cadre de vie sont engagées sur la commune depuis de nombreuses années. Il est important de s'appuyer sur la dynamique existante et la participation des habitants pour poursuivre les actions collectives autour du logement : informations collectives, l'auto réhabilitation accompagnée, etc.

5 - L'autonomie, santé, accès aux droits, insertion sociale et professionnelle

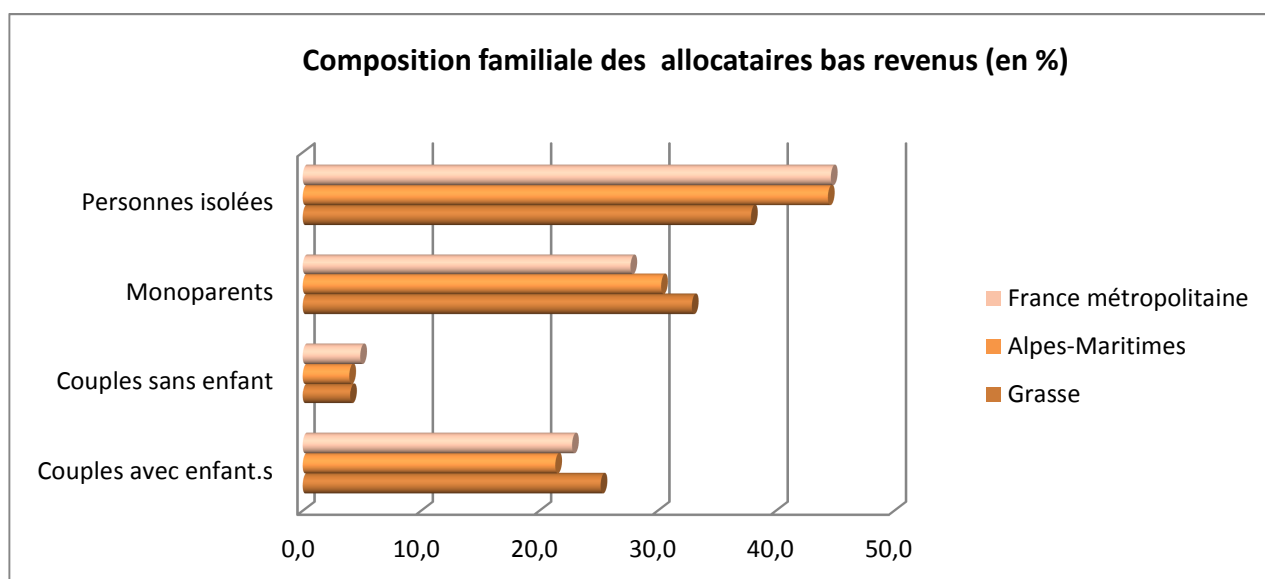
Dépendance aux prestations

Sur les 8947 allocataires de Grasse, on compte 13,9 % de foyers (soit 1247 foyers) dont les ressources sont constituées à 100 % des prestations de la Caf et 9,5 % (soit 847 foyers) dont les ressources sont constituées à 50 % ou plus des prestations Caf.

Allocataires à bas revenus

À la fin de l'année 2015, Grasse recense 3240 allocataires à bas revenus, c'est-à-dire vivant en dessous du seuil de pauvreté 1043 € par mois et par unité de consommation. Cela représente 36,2 % des allocataires.

Composition des foyers allocataires à bas revenus : Une proportion de familles monoparentales à bas revenus plus importante que le reste du département.



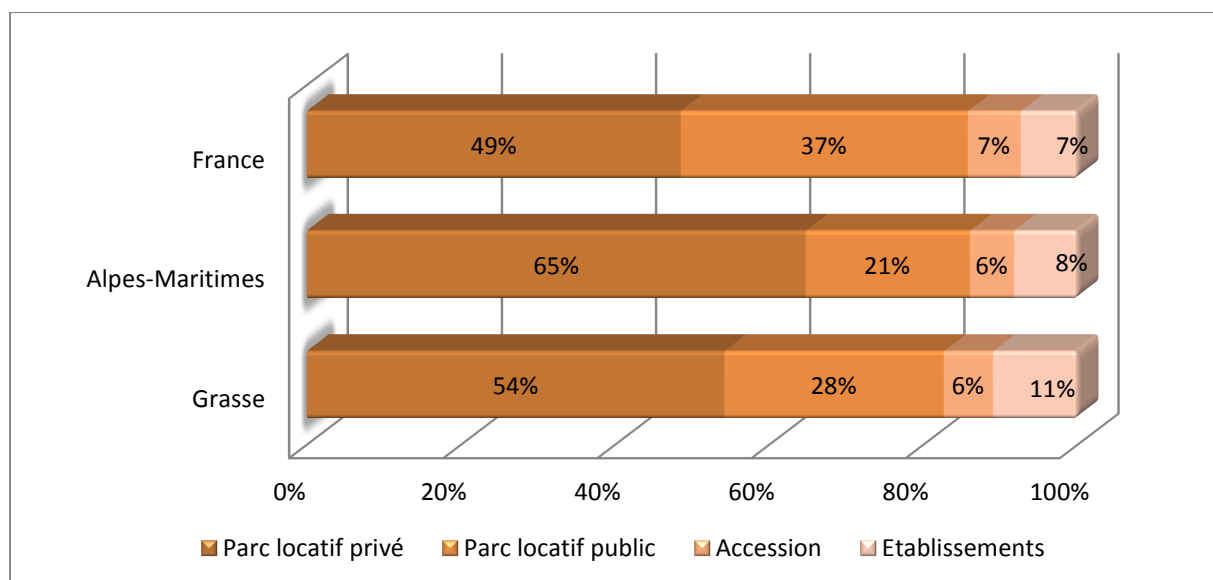
(Caf 2015)

Les bénéficiaires du RSA et de l'AAH : 945 foyers allocataires bénéficient de l'AAH et 1462 du RSA. Au total, ce sont 4662 personnes qui sont couvertes par ces minimas sociaux.

	Grasse	Alpes-Martimes	France métropolitaine
Nombre de bénéficiaires AAH	945	20 313	99 3716
Nombre de personnes couvertes par l'AAH	1404	29 110	1 457 738
Nombre de bénéficiaires du RSA	1462	34 111	2 285 622
Nombre de personnes couvertes par le RSA	3222	67 909	4 886 277

(Caf 2015)

Les bénéficiaires d'une aide au logement



(Caf 2015)

En 2015, la commune de Grasse dénombre 4666 bénéficiaires d'une aide au logement, soit 52 % des allocataires. 54 % de ces bénéficiaires résident dans le parc privé et 28 % dans le parc public, un contraste moins prononcé qu'au niveau départemental, mais plus qu'au niveau national

14 % des foyers allocataires vit uniquement des prestations familiales et 36 % en dessous du seuil de pauvreté. Sur les 8947 foyers allocataires, 2407 bénéficient des minimas sociaux (AAH, RSA), soit 26,9 %.

52 % des foyers allocataires perçoit une aide au logement.

11 % des foyers allocataires grasseois est au chômage, ce chiffre est proche de celui du département qui se situe à 11,7 %.

A partir de ces chiffres on note une certaine pauvreté des familles allocataires à Grasse :

plus d'un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté.

Pour ces familles souvent éloignées de l'emploi et de la culture administrative, il devient indispensable de mettre en place un accompagnement vers l'accès et le maintien aux droits légaux et extra légaux, d'autant plus que la dématérialisation des services publics se généralise.

Le travail en réseaux entre les différentes institutions, MSD, CCAS, CAF et associations est à renforcer pour favoriser les parcours attentionnés.

2 Maisons des Solidarités Départementales couvrent le territoire de Grasse. Elles ont pour compétences principales :

- la protection de l'enfance, dont la protection maternelle et infantile, l'aide sociale à l'enfance et la prévention spécialisée
- l'insertion des personnes en difficulté, RSA *Revenu de Solidarité Active*
- l'aide aux personnes handicapées et âgées
- la prévention sanitaire

L'aide sociale du Conseil départemental est complétée par les actions du Centre Communal d'Action Sociale présidé par le Maire de Grasse.

Il accueille et instruit les demandes de prestations légales : aide sociale aux personnes âgées et aux handicapés, et instruction des dossiers de revenu de solidarité active (RSA). Il assure également des permanences dans les hameaux afin de permettre sa proximité.

Il anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune.

Depuis 2002, **le CCAS** de Grasse porte le dispositif « Atelier Santé Ville » dans le cadre de la Politique de la Ville, qui vise à contribuer à la réduction des inégalités territoriales et sociales de santé.

La démarche ASV s'inscrit dans une logique de santé publique et de santé au sens de l'Organisation Mondiale de la Santé, c'est-à-dire : *«un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.»*

L'ASV a une approche transversale qui développe et anime une dynamique de réseau territorial visant à associer ou mobiliser l'ensemble des acteurs de la vie sociale.

La coordinatrice ASV impulse, accompagne et soutient la mise en œuvre d'actions de santé sur le territoire. Elle anime des groupes de travail, projets thématiques et réunions d'information en direction des acteurs médicaux et sociaux du territoire (Santé des Jeunes, Semaine d'Information sur la Santé Mentale, Dispositif Pass Santé Jeunes...). Ces différents temps d'échanges favorisent et permettent de renforcer la connaissance mutuelle entre les différents acteurs locaux. Ils leur permettent également de disposer d'informations actualisées sur les dispositifs et structures existants et de se les approprier pour en assurer un meilleur relais auprès des habitants.

Orientations partagées

Suite au Comité Technique, et à partir du diagnostic partagé, il a été décidé de retenir pour cette Convention territoriale Globale les 3 orientations suivantes :

- **Améliorer l'offre existante dans tous les domaines**
- **Développer les actions en matière de soutien à la parentalité**
- **Accompagner à l'inclusion numérique**